

Autriche : 80 ans après le « Anschluss »

Un long cheminement et de nombreux soubresauts: De l'hystérie pronazie et du sadisme anti-juif qui accompagnèrent l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne hitlérienne en 1938, à l'après-guerre qui vit, en 1965, s'affronter les antifascistes et la ligue étudiante néo-nazie du FPÖ, fortement implantée dans les universités / De l'effondrement de cette ligue étudiante dans les années 1970 à la remontée du FPÖ sous Jörg Haider dans les années 1980 et 1990 / Du bilan désastreux de la participation gouvernementale du FPÖ entre 2000 et 2005, au retour en force du FPÖ sous Heinz-Christian Strache à partir de 2010 / De l'accueil bienveillant de 120.000 réfugiés en 2015, au contrecoup politique avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement d'union entre la droite et l'extrême-droite fin 2017 / Du tardif repentir de Strache par rapport à l'Holocauste, aux révélations en séries sur les relents nazies et anti-juifs au sein du FPÖ qui jetèrent une ombre sur la cérémonie gouvernementale vouée à la mémoire des victimes du « Anschluss ».

Par Danny Leder

Il y a 80 ans, dans la nuit du 11 au 12 mars 1938, « les portes de l'enfer s'étaient ouverts pour déverser leurs monstres. Vienne se transformait en un de ces tableaux de cauchemar peints par Hironymus Bosch ». C'est en ces termes que l'écrivain Carl Zuckmayer tenta de résumer la frénésie avec laquelle une partie importante de la population avait accueilli le « Anschluss » (littéralement : l'adhésion), terme désignant l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazi. Des foules en délire avait acclamé Hitler et assisté avec jubilation aux violences de rue infligés à des juifs, obligés entre autre de s'agenouiller pour frotter la chaussée.

Ce n'était qu'un début. La surreprésentation des cadres autrichiens à tous les échelons de la machine exterminatrice nazie, à commencer par Hitler lui-même, et Adolf Eichmann, l'ordonnateur en chef de la « solution finale », fit de l'Autriche l'épicentre de l'annihilation des juifs d'Europe.

Après la guerre, une fois que les puissances alliées eurent quitté le pays (en 1955), de nombreux affidés nazis furent graciés et très vite réintégrés dans leurs anciens postes. En général, les responsables politiques ont cultivé le déni, rejetant la faute sur « l'Allemagne » ó tout en s'appliquant à décourager le retour de survivants juifs en Autriche. Tandis que prévalait, au niveau local et familial, au sein de strates importantes de la population, un discours justificateur par rapport au passé nazi et, trop souvent, une réprobation de tous ceux et toutes celles qui avaient osé défier l'ordre hitlérien.

Cela dit, il y avait aussi un autre versant de la politique autrichienne. Dans la nouvelle république d'après-guerre toute « tentative de poursuite d'une activité national-socialiste » tombait sous le coup de la loi (et est toujours sévèrement punie). Le parti qui regroupait les anciens nazis les plus impénitents, le FPÖ (Freiheitliche Partei ó littéralement : Parti de la liberté) gravitait la plupart du temps autour des cinq pourcent, probablement aussi parce que les deux grand partis classiques, les sociaux-démocrates du SPÖ et les conservateurs du ÖVP, se démenaient pour gagner les voix des anciens membres du parti nazi.

Néanmoins, quand en 1965 un professeur de la faculté d'économie de Vienne finit par provoquer un scandale avec des prises de position pronazies et antisémites maintes fois répétées, les forces antifascistes et des anciens résistants, appuyées par l'unique et puissante centrale syndicale, mobilisèrent des foules pour affronter les néonazis de la ligue étudiante du FPÖ. Cette ligue disposait

alors d'un ancrage très large parmi les étudiants et d'importants soutiens parmi les nombreux professeurs qui avaient fait carrière sous le régime nazi.

Pourtant, on ne peut pas affirmer que l'Autriche entière vivait uniquement dans le déni ou l'apologie du passé nazi. Déjà, dans les années 1960, les élèves d'écoles publiques, à partir de 12 ans, étaient amenés par classes entières dans l'ancien camp de concentration de Mauthausen pour des cours d'instruction sur les crimes nazis.

Et puis, à partir du milieu des années 1970, le rapport de forces changea dans les universités: la nouvelle gauche, à l'instar du reste de l'Europe occidentale, finit par dominer culturellement une part importante, si ce n'est la majorité des couches qui accédaient à l'enseignement supérieur. Tandis que la ligue étudiante du FPÖ, antérieurement si puissante, s'effondrait y compris dans ses anciens bastions ó une situation qui perdure jusqu'à aujourd'hui.

A intervalles réguliers, l'Autriche fut secoué par des scandales suite à des tentatives trop flagrantes de responsables politiques pour minorer ou même justifier le passé nazi. L'apogée fut atteint en 1986, quand Kurt Waldheim, ancien secrétaire général de l'ONU et futur président de l'Autriche, fut confronté à sa carrière d'officier des armées nazies dans les Balkans qu'il avait camouflée. Par la suite, la mise en lumière de l'implication autrichienne dans le Nazisme et l'extermination des juifs s'amplifia et contribua à façonner l'identité politique des nouvelles générations instruites et urbaines, en pleine croissance.

Mais c'est précisément durant cette phase que le FPÖ fit son retour sur le devant de la scène, en mordant principalement sur l'électorat ouvrier jusque-là largement acquis au SPÖ. L'Autriche, bien que très prospère et disposant d'un état providence des plus complets, subit à son tour les ébranlements sociaux provoqués par la nouvelle globalisation économique. C'est durant cette période qu'éclata aussi la guerre en Yougoslavie (en 1991), pays frontalier de l'Autriche. Cette guerre engendra un afflux de réfugiés principalement bosniaques qui ont contribué, avec l'immigration turque déjà implantée, à faire de l'Islam la deuxième religion autrichienne après le catholicisme.

C'est dans ce contexte qu'émergea un jeune leader charismatique et démagogue à souhait au sein du FPÖ, Jörg Haider. Il pratiqua un savant mélange entre xénophobie, clins d'œil à ses complices aux défenseurs du passé nazi et discours réformateurs de bon aloi. Haider explora un nouvel espace politique entre la droite conservatrice et les groupes néo-fascistes. Ce fut la naissance du national-populisme en Europe occidentale. Son envolée en Autriche était aussi, à l'époque, la réaction de cette partie de la population qui perpétuait un souvenir justificateur du passé nazi, et se sentait acculé précisément par l'exploration tardive mais conséquente des crimes nazis en Autriche par de nouvelles générations de chercheurs, enseignants et journalistes

Lors des législatives de 1999 le FPÖ devint avec 27 pourcent des voix le deuxième parti d'Autriche et accéda au gouvernement aux cotées du ÖVP, donc de la droite classique. Mais sous la pression de l'Union européenne, Haider en personne dut renoncer à intégrer le gouvernement.

Cette participation gouvernementale, de 2000 à 2005, fut un échec pour le FPÖ: ses ministres firent preuve d'amateurisme et d'affairisme éhonté, et pour certains, des deux à la fois. Haider qui était depuis 1989 gouverneur de la province de Carinthie mourut en 2008, en heurtant, ivre au volant de sa voiture, un poteau à l'entrée d'un village. Au fur et à mesure son héritage se dévoila : une administration provinciale ruinée par des opérations financières hasardeuses et des politiques follement dispendieuses, ce qui provoqua le plus grave crash bancaire de l'après-guerre.

Par la suite, le FPÖ connut une remontée avec un nouveau leader, Heinz-Christian Strache. Durant sa jeunesse il faisait partie de groupuscules néo-nazis violents. Au sein du FPÖ il incarna le retour aux fondamentaux d'extrême-droite. Cela se traduisit par un discours antimusulman et anti-européen avec une pincée occasionnelle de complotisme et d'antisémitisme.

Et puis, son alliance avec Marine Le Pen au niveau européen aidant, Strache finit par adopter un discours plus convenable sur le passé nazi. Ensuite, il noua des contacts avec des représentants du Likoud israélien. Parmi eux, un ancien officier israélien qui avait participé à la traque d'Adolf Eichmann. Strache invita cet Israélien à une commémoration des pogromes de la « nuit de cristal » de 1938. Cette réunion organisée par le FPÖ attira peu de participants et provoqua une manifestation de protestation de militants juifs de gauche.

A partir de 2016, l'Autriche vécut le contrecoup de l'arrivée en masse de migrants qui avaient marqué l'été 2015. L'Autriche avait alors admis 120.000 nouveaux arrivants, principalement syriens et afghans. En pourcentage par rapport à sa population, l'Autriche avait accueilli plus de réfugiés que l'Allemagne d'Angela Merkel.

Dans un premier temps les tenants humanistes de la société civile étaient à l'offensive : Ils dominèrent le débat public et déployèrent de nombreuses initiatives en faveur des entrants. Dans une deuxième phase, marqué notamment par les attentats islamistes en Europe, le climat changea : les courants qui s'opposaient à la prise en charge des nouveaux migrants prenaient le dessus, et le FPÖ accentua sa progression lors d'élections régionales et aux présidentielles de 2016 (lors desquelles le candidat du FPÖ, Norbert Hofer, fut battu de justesse par un candidat issu du parti des Verts, Alexander van der Bellen).

Mais lors des législatives d'octobre 2017, c'est le ÖVP conservateur avec un jeune leader, Sebastian Kurz, qui rafla la mise, notamment en embrayant sur le discours anti-migrants du FPÖ. Avec 31,5 pourcent le ÖVP de Kurz devança le SPÖ (26,8 pourcent). Le FPÖ arriva en troisième position avec 26 pourcent.

Le système électoral autrichien étant proportionnel, le vainqueur Sebastian Kurz était obligé de former une coalition gouvernementale. Et il choisit l'alliance entre son ÖVP et le FPÖ. Kurz devenait chancelier, et le leader du FPÖ, Strache, vice-chancelier. C'est ce gouvernement d'union entre la droite et l'extrême droite qui présida le 12 Mars la commémoration officielle des 80 ans du « Anschluss » à l'Allemagne nazie.

Kurz et Strache y ont tenu des discours impeccables. Kurz souligna « le soutien actif de beaucoup trop d'Autrichiens aux crimes du Nazisme », leur « enthousiasme pour le régime », la « jubilation d'un si grand nombre d'Autrichien quand leurs voisins juifs étaient volés, maltraités et humiliés », la propension de l'Autriche d'après-guerre à se décrire comme « victime du Nazisme » tout en renonçant à faire revenir les survivants juifs. L'Autriche a « pris beaucoup de temps pour se confronter à ce passé ». D'où l'obligation de « soutenir la vie juive en Autriche » et de ne laisser « aucune place à l'antisémitisme ». Cela implique aussi une responsabilité par rapport à la sécurité d'Israël.

Strache embraya : « Il ne faut jamais oublier ni relativiser ces crimes. Beaucoup d'Autrichiens ont contribué activement à l'humiliation, au vol, à l'expulsion et à l'assassinat de leurs compatriotes juifs. » Le gouvernement adopta entre autres mesures l'édification d'un nouveau site dédié à la mémoire des victimes juives à Vienne sur le modèle du Mémorial de la Shoah à Paris.

Mais en parallèle, depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, des révélations en série ont mis en évidence l'antisémitisme et le culte voué au nazisme chez des cadres du FPÖ. Acculé par ces révélations, le FPÖ excluait certains responsables. Mais d'autres cadres, aussi peu ragoûtants, accédaient à des postes importants dans l'entourage des ministres du FPÖ (Intérieur, Défense, Affaires sociales, Infrastructure). A cette occasion l'opinion publique redécouvrait les corporations académiques (« Burschenschaften ») d'extrême-droite, numériquement marginales, mais qui constituent toujours l'ossature du FPÖ et son seul vivier important dans les milieux ayant une formation universitaire.

Cette série de scandales est venue conforter l'attitude adoptée par l'instance dirigeante de la communauté juive : celle-ci avait décidé à l'unanimité de ne pas participer à des commémorations où elle serait amenée à côtoyer des ministres du FPÖ.

La « Israelitische Kultusgemeinde » regroupe à peine 10.000 personnes (contre environ 200.000 avant la guerre), dont plus de la moitié est issue de familles originaires des républiques caucasiennes et asiatiques de l'Ex-URSS. Mais malgré son insignifiance numérique, c'est une communauté dynamique et admirablement structurée, qui est plutôt choyée par les autorités autrichiennes dans leur désir de se défaire de l'opprobre lié au passé nazi.

Bien sûr, on retrouve le dilemme auquel doivent faire face toutes les populations juives d'Europe: faut-il persister sur la voie de l'engagement prioritaire contre l'extrême-droite (y compris contre celle qui se targue de défendre les juifs), ou est-ce que la lutte contre la menace qui émane d'une partie de la jeunesse et immigration musulmane devrait passer en premier, quitte à ne plus se focaliser sur l'extrême droite ?

Deux voix illustrent ces tiraillements. L'écrivain Doron Rabinovici s'est félicité du boycott des commémorations gouvernementales par la communauté juive : « Je suis fier de cette décision. Est-ce que les juifs peuvent honorer leurs parents assassinés (par les Nazis) en tendant la main à Strache (le vice-chancelier issu du FPÖ) qui, il y a encore peu, postait des caricatures à sous-entendu antisémites (sur son compte Facebook)? Cela peut étonner certains, mais les juifs ne se laissent plus cracher sur la figure en disant : ce n'est que de la pluie ».

Ce à quoi répond le parlementaire juif Martin Engelberg, élu sur la liste des conservateurs du chancelier Kurz: « Jamais encore, la co-culpabilité de l'Autriche pour le Nazisme a été aussi clairement énoncée dans le programme d'un gouvernement autrichien. Un rejet global de l'islam serait inadmissible. Mais l'antisémitisme parmi les Musulmans est incomparablement plus répandu que l'antisémitisme traditionnel qui a nettement reculé en Autriche depuis 30 ans. Et cet Islam politique comporte un danger mortel. »